



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sang

Question écrite n° 70101

Texte de la question

M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre délégué à la santé sur les préoccupations exprimées par les associations de donneurs de sang bénévoles concernant le respect des principes éthiques que sont l'anonymat, le volontariat, le bénévolat et le non-profit attachés à l'utilisation des composants sanguins. Les principes de l'anonymat et du bénévolat du don du sang sont présents dans la loi fondatrice de la transfusion sanguine de 1952. Ils ont été réaffirmés et consolidés comme principes fondateurs de la réforme du 4 janvier 1993. On peut donc se féliciter de la position retenue de longue date par les autorités françaises concernant l'utilisation des produits sanguins. Il apparaît en revanche que les réflexions au niveau européen ne font pas preuve d'un engagement aussi précis et aussi respectueux de ces principes. Il souhaiterait donc savoir, notamment en prévision de la prochaine ouverture de l'union européenne à de nouveaux membres, quelles sont les initiatives qui vont être prises par la France afin de participer à l'élaboration progressive de normes européennes dans le secteur de la transfusion sanguine qui puissent contribuer à la promotion de ces valeurs.

Texte de la réponse

Le ministre délégué à la santé partage la préoccupation de l'honorable parlementaire concernant l'approvisionnement en sang issu de dons éthiques des Etats membres de la Communauté européenne, comme de ceux qui pourraient y adhérer. La proposition de directive est fondée sur l'article 152 du traité instituant la Communauté européenne. Elle a pour objet de permettre aux citoyens circulant dans la Communauté de trouver dans tous les Etats membres un même niveau de sécurité et de qualité des produits et de réaliser dans l'Union européenne une chaîne complète et sûre des activités de transfusion sanguine sans autoriser, en aucune façon, une libre circulation des produits sanguins labiles en Europe. Elle confirme également la compétence des Etats membres à prendre des mesures de protection plus strictes, y compris pour les importations de sang et de produits sanguins. La réglementation française est déjà plus exigeante que celle de la directive. La France votera donc le texte proposé, qui vise à garantir la sécurité des receveurs. Toutefois, le ministre délégué à la santé déplore qu'il n'ait pas été possible de convaincre tous les Etats membres de la sécurité supplémentaire que le don du sang bénévole offre par rapport aux activités rémunérées. C'est pourquoi il a suggéré, par une déclaration officielle effectuée lors de la réunion du conseil des ministres européens de la santé du 15 novembre dernier, que le niveau communautaire serait sans doute le mieux adapté pour engager une recherche approfondie sur les bénéfices qu'il faut attendre, en termes de sécurité sanitaire, des principes éthiques de bénévolat et de volontariat des dons de sang. La France applique strictement ce principe de don anonyme et gratuit sur son territoire. Elle s'emploiera pour sa part à poursuivre la promotion du don de sang bénévole, tant au plan national qu'auprès de ses partenaires et se tient prête à répondre à toutes propositions de la Commission allant dans ce sens. Le ministre délégué à la santé a également tenu à réaffirmer que les produits sanguins labiles ne sauraient en aucun cas être considérés comme des marchandises ou des médicaments. Il a aussi souligné que l'un des critères de la qualité et de la sécurité est l'exigence d'excellence des personnels, quelles que soient leurs fonctions, et en particulier pour les responsables de centres affectés à la transfusion sanguine. C'est pourquoi la France veillera à ce que chaque Etat membre puisse exiger des personnels affectés

à la transfusion sanguine des titres et des qualifications plus élevés que ceux prévus par la directive.

Données clés

Auteur : [M. Claude Evin](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (8^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 70101

Rubrique : Sang et organes humains

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 décembre 2001, page 7032

Réponse publiée le : 25 mars 2002, page 1716